

# L'EMPLOI ET LES ACTIVITES ECONOMIQUES DU HAUT- RHIN



1<sup>er</sup> semestre 2025 : globalement satisfaisant

## GLOSSAIRE

BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de Communes
CDI	Contrat à Durée Indéterminée
CDDL	Contrat à Durée Déterminée Long
CDDC	Contrat à Durée Déterminée Court
DPAE	Déclaration Préalable A l'Embauche
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
m2A	Mulhouse Alsace Agglomération
SMTP	Salaire Moyen Par Tête
URSSAF	Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales

**Le 1<sup>er</sup> semestre 2025 est, au plan de l'emploi, globalement satisfaisant.**

Quasiment tous les EPCI du Haut-Rhin ont vu leurs effectifs salariés croître entre la fin 2024 et juin 2025. Mais **la dynamique reste beaucoup plus faible qu'en France.**

**Concernant l'agglomération mulhousienne**, il faut noter que malgré un bon 2<sup>nd</sup> trimestre 2025, le niveau des effectifs moyens du 1<sup>er</sup> semestre est beaucoup plus bas qu'aux 1<sup>er</sup> semestres 2023 et 2024 et que ce sont encore **les effectifs intérimaires qui croissent** ; le volume des autres emplois étant globalement stable.

Dans la région mulhousienne toujours :

■ **l'industrie se montre assez dynamique**, plus dynamique que l'ensemble de l'industrie française si l'on ne tient pas compte de l'industrie automobile

■ **La construction est en roue libre** depuis 2023, avec une perte de 500 postes entre le 1<sup>er</sup> semestre 2023 et le 1<sup>er</sup> semestre 2025

■ **Le commerce connaît une légère baisse de ses effectifs** moyens au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025

■ **Dans les services marchands et non marchands (services collectifs), les effectifs moyens du semestre sont stables** alors qu'au plan national leur croissance reste forte.

**On ne constate pas localement de pertes massives d'établissements au cours du semestre.**

Les situations sont contrastées selon les territoires : certains EPCI du Haut-Rhin gagnent des établissements, d'autres en perdent. Si bien que **globalement leur nombre est quasi stable.**

C'est l'agglomération mulhousienne qui perd le plus d'établissements : -57, ce qui est peu comparé au stock et le solde reste largement positif par rapport à 2021 : +146 établissements.

**Le marché du travail est assez dynamique** avec un nombre de DPAE très élevé au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Cependant, il convient de noter que ce dynamisme est en partie porté par une **forte croissance des contrats courts dans les services collectifs** où la précarité est élevée, ce qui pose la question de l'attractivité des métiers concernés.

Enfin, après de très fortes croissances entre 2021 et 2023, **la progression de la masse salariale versée dans l'agglomération mulhousienne ralentit fortement** depuis 2024, en lien bien sûr avec le net ralentissement de l'inflation.

Une **forte dispersion du salaire moyen par tête est toujours constatée entre les intercommunalités du Haut-Rhin**, ce qui s'explique notamment par l'importance plus ou moins grande des tissus industriels locaux : les emplois industriels étant nettement plus rémunérateurs que les autres.

■ L'évolution des effectifs salariés	05
A l'échelle nationale, régionale et départementale	05
Dans les EPCI du Haut-Rhin	05
Dans l'agglomération mulhousienne	06
■ Les évolutions sectorielles dans l'agglomération mulhousienne	08
Industrie	08
Construction	09
Commerce	09
Services marchands	10
Services collectifs	10
■ L'évolution des établissements par secteur	11
Dans les EPCI du Haut-Rhin	11
Dans l'agglomération mulhousienne	11
■ Les DPAE dans l'agglomération mulhousienne	12
■ L'évolution de la masse salariale	14
Dans l'agglomération mulhousienne	14
Dans les EPCI du Haut-Rhin	14

**Méthode :** Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, l'URSSAF et l'INSEE ont homogénéisé leurs données en intégrant les apprentis aux effectifs des différentes activités. Avant cette date, ils n'étaient comptabilisés que dans le calcul des masses salariales. De ce fait, une rupture de série est introduite : il n'est plus possible de retracer l'évolution des effectifs depuis 2015, mais seulement depuis 2021 pour que les comparaisons soient cohérentes.

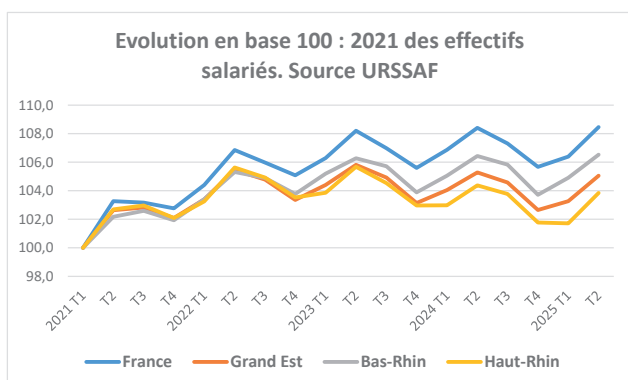
**Sources :** Les données sont issues de l'URSSAF et doivent être considérées comme provisoires. Elles sont susceptibles d'évoluer à la marge en fonction des corrections apportées par les services de l'URSSAF jusqu'à deux ans après leur publication.

**Précautions d'usage :** Les données de l'URSSAF ne comprennent que les postes occupés par les salariés du secteur marchand (employés par des entreprises cotisant au régime général de la Sécurité sociale). Les agents des fonctions publiques et les indépendants ne sont donc pas concernés par les données analysées dans le présent document.



# L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS

## A l'échelle nationale, régionale et départementale



Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les effectifs de salariés ont globalement augmenté. Néanmoins, cette hausse est plus ou moins importante selon les territoires.

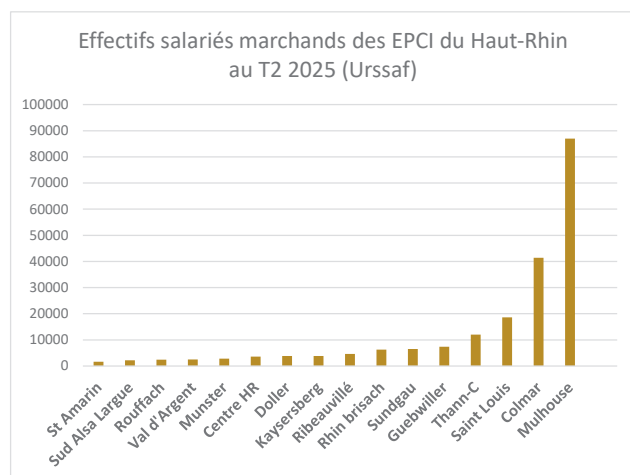
En effet, par rapport au début 2021, l'emploi en France a augmenté de 8,5 %, de 6,5 % dans le Bas-Rhin, de 5,1 % dans le Grand Est, enfin de 3,8 % dans le Haut-Rhin ; soit une différence de 4,7 points de pourcentage entre la France et le Haut-Rhin.

Ces écarts se retrouvent à grands traits au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025. La France et le Bas-Rhin ont vu leurs effectifs croître de 2,8%, le Grand Est de 2,4% et la Haut-Rhin de «seulement» 2%.

## Dans les EPCI du Haut-Rhin

### La répartition des effectifs

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, les emplois dans les EPCI du Haut-Rhin sont majoritairement concentrés à Mulhouse (86 950 emplois), Colmar (41 367), Saint-Louis (18 647) et Thann-Cernay (12 041).



Toutes les autres Communautés concentrent moins de 10 000 emplois allant de Guebwiller qui en comptabilise 7 385, à Saint-Amarin qui en compte 1 672.

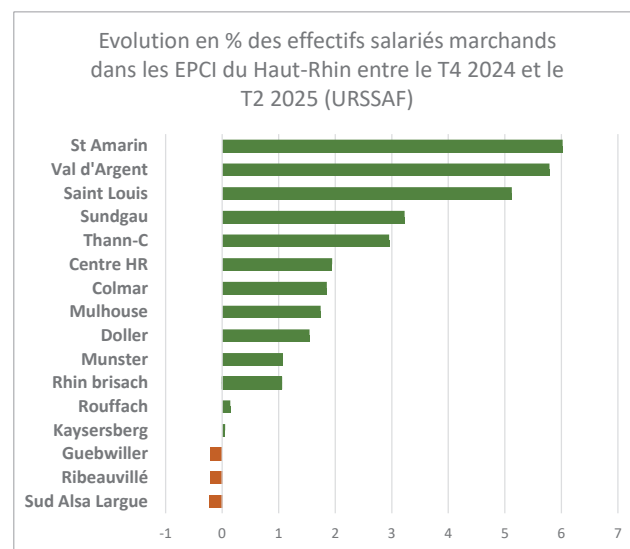
C'est dire que les habitants de certaines intercommunalités sont très dépendants de l'emploi disponible dans d'autres territoires. Par exemple, les CC Sud Alsace Largue et de la vallée de Saint Amarin ont un indice de concentration de l'emploi de 38,7 et de 50%. Ils ne peuvent donc respectivement offrir un emploi qu'à 38,7% et à la moitié de leur population active. Ce qui induit des navettes domicile-travail importantes.

### Les évolutions de l'emploi dans les différents EPCI

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025, les EPCI du Haut-Rhin comptabilisent 206 608 emplois salariés marchands, soit **4 100 emplois supplémentaires par rapport à la fin 2024**. Trois groupes d'EPCI peuvent être distingués.

- Premièrement, ceux qui connaissent la plus forte augmentation : Saint-Amarin, Val d'Argent, Saint Louis, Sundgau, Thann-Cernay. A eux cinq, ils gagnent presque 1 700 postes.
- Deuxièmement, les EPCI qui ont une augmentation proche de la moyenne : Centre du Haut-Rhin, Colmar, Mulhouse, Doller et Munster. Ces six intercommunalités gagnent 2 340 postes.
- Troisièmement, ceux qui ont connu une très faible variation à la hausse comme à la baisse : Rouffach, Kaysersberg, Guebwiller, Ribeauvillé et Sud Alsace Largue. Pour une perte totale d'une vingtaine de postes.

C'est donc un semestre plutôt satisfaisant, avec des gains en postes de travail relativement élevés dans certains EPCI. Reste que la dynamique globale est inférieure à la dynamique nationale.



## Les évolutions de l'emploi depuis 2021

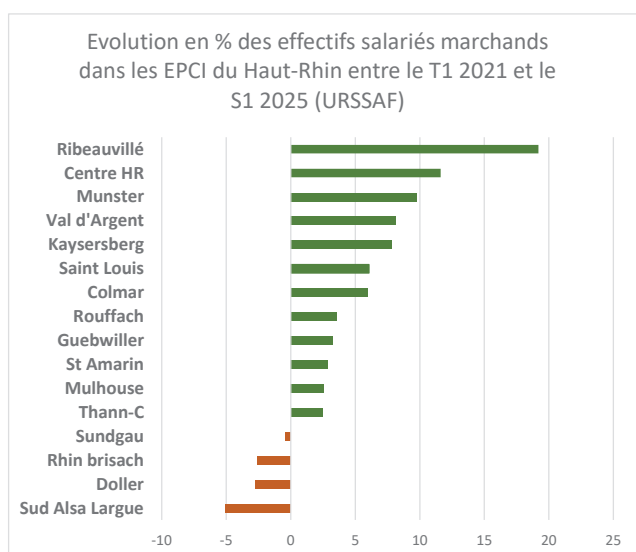
Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les EPCI du Haut-Rhin ont gagné plus de 7 600 emplois salariés marchands.

En pourcentages, la CC de Ribeauvillé connaît la plus forte hausse, par un effet de rattrapage lié à la forte baisse enregistrée pendant la crise du Covid, marquée par une chute de l'emploi marchand. Elle gagne 750 postes (+19,2%).

Même chose à Saint Louis où la perte d'effectifs avait été très forte, mais qui a regagné 1 050 (+6,1%) postes depuis la fin de la crise sanitaire.

La CC du centre du Haut-Rhin est quant à elle portée par une capacité d'accueillir de nouvelles entreprises, souvent en croissance. Elle a gagné 370 postes depuis le début 2021 (soit + 11,6%).

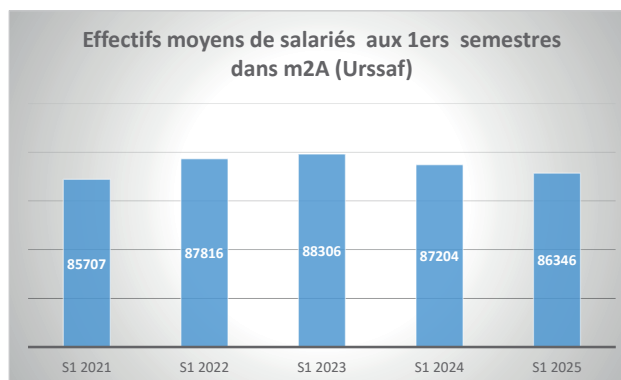
L'emploi salarié marchand, depuis le début de l'année 2021, ne recule que dans 4 EPCI : Sundgau, Rhin-Brisach, Doller et Sud Alsace Largue. A eux quatre, ils ont perdu un nombre limité d'emplois : -420, mais comme ces baisses interviennent dans des territoires qui offrent relativement peu d'emplois, cela peut avoir des répercussions locales importantes.



## Dans l'agglomération mulhousienne

### L'évolution des effectifs totaux

Les effectifs moyens de l'ensemble des salariés du privé aux 1<sup>ers</sup> semestres ont d'abord connu une hausse aux 1<sup>ers</sup> semestres 2022 et 2023, puis un déclin depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2024.

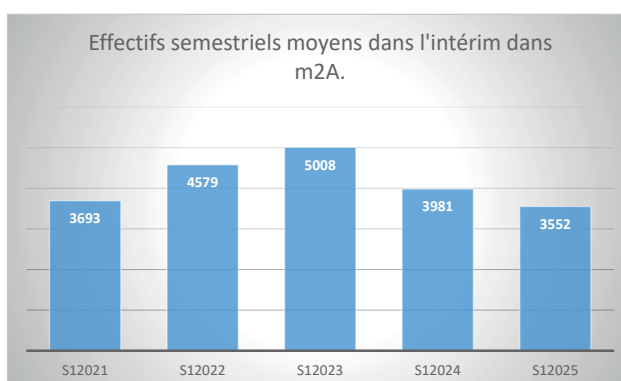


Malgré un taux de baisse moins important au 1<sup>er</sup> semestre 2025 (- 0,98 %) qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2024 (-1,24 %), l'effectif moyen de salariés marchands commence à se rapprocher de son niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2021.

A noter que les gains d'emplois réalisés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 -qui a été assez dynamique avec 1 200 emplois créés-, ne suffisent pas à rattraper le niveau d'emploi du 1<sup>er</sup> semestre 2024 car la fin de l'année 2024 et le début de l'année 2025 avaient vu de fortes baisses d'emplois dans la région mulhousienne.

### L'intérim est toujours une variable d'ajustement majeure

Les évolutions de l'emploi salarié total doivent être mises au regard de l'évolution des emplois intérimaires dans m2A.



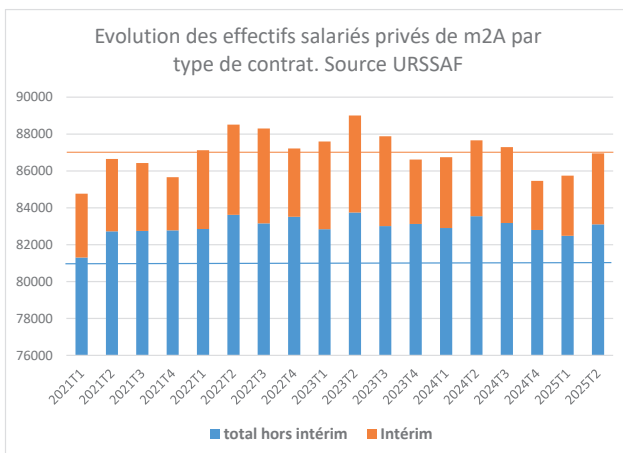
## La croissance de l'emploi total post-crise a essentiellement été portée par l'intérim.

Les effectifs moyens semestriels dans l'intérim dans m2A ont connu un fort rebond en 2022 et 2023, puis un déclin aux 1<sup>ers</sup> semestres 2024 et 2025.

Le niveau d'emploi moyen dans l'intérim au 1<sup>er</sup> semestre de 2025 est légèrement inférieur à celui de 2021 (- 140 postes environ).

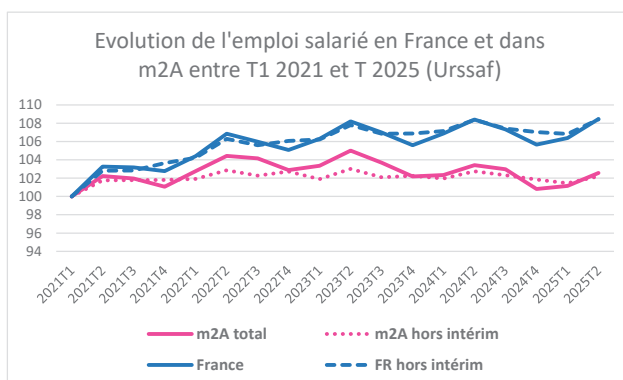
Cela traduit peut-être un certain attentisme des entreprises face aux nouvelles données géopolitiques et à l'incertitude politique qui prévaut ces derniers mois.

Peut également être évoqué le faible niveau d'activité du site Stellantis de Sausheim (qui va être mis à l'arrêt une semaine en octobre 2025) qui n'est pas forcément propice à l'emploi d'intérimaires.



Quoi qu'il en soit, les entreprises locales recourent traditionnellement à l'intérim pour faire face au caractère cyclique de leurs activités. Et, d'une manière générale, y recourent plus qu'au niveau national.

C'était particulièrement le cas en 2022 et 2023. Par exemple, au 2<sup>nd</sup> trimestre 2023, l'emploi intérimaire



représentait 4,2% de l'emploi salarié au plan national et 5,9% dans la région mulhousienne. Les écarts se réduisent au 1<sup>er</sup> semestre 2025, mais l'emploi intérimaire représente encore 4,4% de l'emploi salarié local, pour 3,9% au plan national.

De manière générale toujours, depuis 2021, une hausse des effectifs intérimaires est observée durant le premier semestre, suivie par une baisse durant le second semestre.

Les contrats d'intérim jouent donc un rôle d'ajustement conjoncturel avec des volumes d'emploi connaissant de très fortes variations (plus de 1 000 postes quelquefois) d'un trimestre à l'autre.

**Pendant ce temps là, le niveau d'emploi hors intérim est plutôt stable depuis 2021. Il oscille autour des 82 900 postes**, sans grands écarts d'un trimestre à l'autre, tandis que l'intérim fluctue largement autour des 4 000 postes, avec des pics à 5 100 postes et des creux à 2 600.

## Une croissance de l'emploi moins dynamique qu'en France

Que l'on considère l'emploi salarié avec ou sans intérim, le constat est le même : l'emploi est moins dynamique localement. L'emploi a cru de 2% depuis 2021 dans la région mulhousienne, quand il a augmenté de 8% en France.

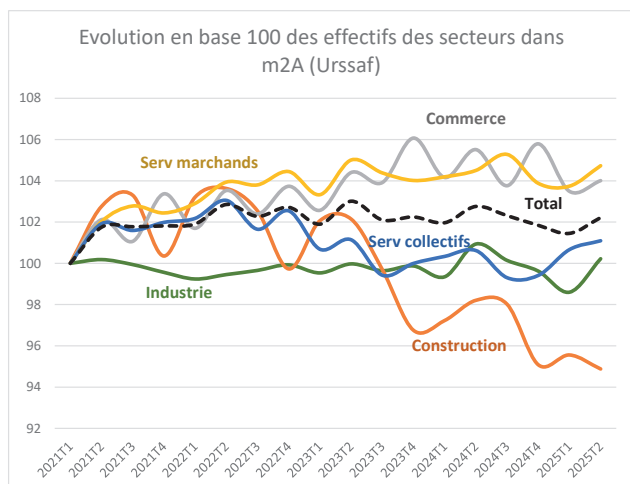
# LES EVOLUTIONS SECTORIELLES DANS L'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE

L'évolution des effectifs salariés dans m2A est fortement disparate en fonction des secteurs d'activité. Cependant, **un secteur se démarque : la construction qui ne cesse de perdre des effectifs depuis 2023**. Les effectifs du secteur de la construction ont baissé de 5 %, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

A contrario, **les services marchands et le commerce continuent de croître doucement**, dépassant les 4 % de croissance à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Les services collectifs reprennent légèrement de l'activité depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 mais, depuis le début 2021, la croissance des effectifs n'atteint que 1% de croissance à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

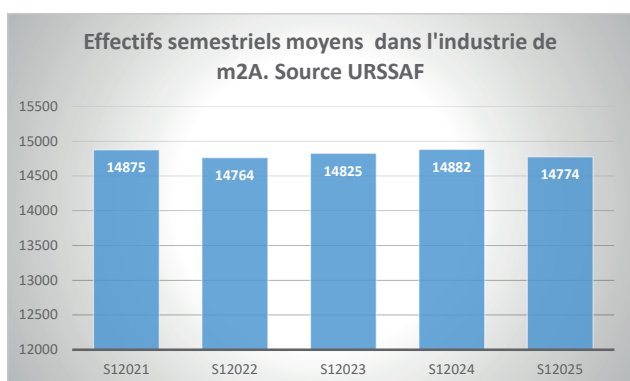
Enfin, **les effectifs industriels se maintiennent** autour de 14 800 postes, avec un taux de croissance nul depuis le début de l'année 2021.



## Les emplois industriels

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025, l'industrie emploie 14 894 salariés.

Si on considère l'emploi semestriel moyen, l'industrie a perdu une centaine d'emplois par rapport au 1<sup>er</sup> se-



mestre 2024, mais les effectifs se situent toujours autour des 14 800 postes.

Si la fin de l'année 2024 est prise en référence, alors l'industrie a gagné une centaine de postes.

Les branches concernées par la baisse des effectifs sont :

- la fabrication de matériels de transport (-54 postes),
- la plasturgie (-42),
- la branche bois/papier (-30)
- l'industrie chimique (-34).

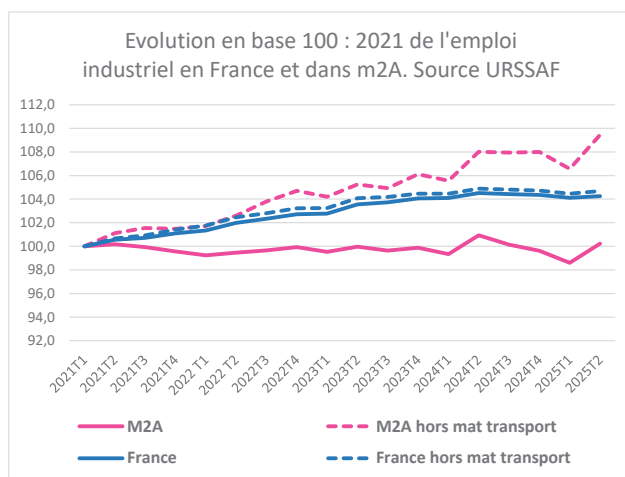
A contrario, deux branches ont gagné des postes :

- la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur, et d'air conditionné (+159),
- l'industrie agro-alimentaire (+91)

Les autres branches ont des effectifs à peu près stables.

Pour juger de la dynamique d'emploi industrielle, il faut distinguer l'emploi industriel avec ou sans l'industrie automobile, qui perd massivement (-900 emplois depuis 2021) et en continu des emplois localement et entraîne mécaniquement un faible dynamisme d'ensemble de l'industrie. L'industrie, prise dans son ensemble, n'a pas créé d'emploi depuis 2021. Mais c'est une vision trompeuse.

Au niveau national, l'industrie automobile ne pèse pas autant dans les effectifs industriels et le niveau d'emploi industriel total et celui hors matériel de transport suivent la même tendance : légèrement supérieur à 4% de croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

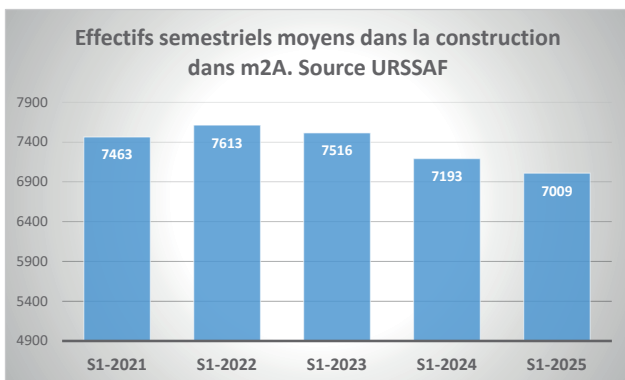




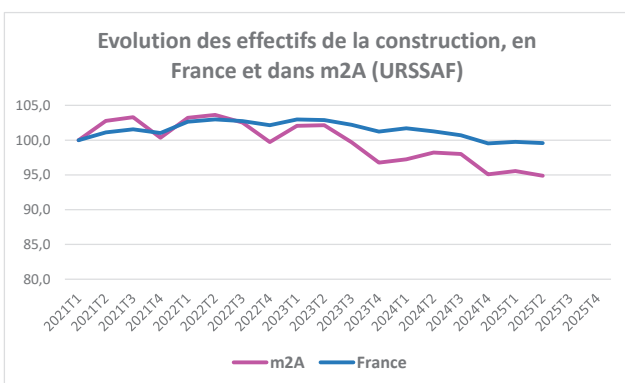
Si on considère les activités industrielles, sans intégrer l'industrie automobile, alors la perspective est très différentes. **Les effectifs ont augmenté de 9,4% depuis le début 2021. Soit une croissance supérieure d'environ 4,7 points de pourcentage à la croissance des effectifs (hors matériels de transport) en France.**

Les 900 postes perdus par l'industrie automobile locale ont été compensés par la création de plus de 900 postes dans les autres branches. L'industrie locale montre donc un dynamisme certain.

## Les emplois de la construction



Les effectifs moyens des 1<sup>ers</sup> semestres ont augmenté entre 2021 et 2022, mais diminuent continuellement depuis 2023. **Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025, le secteur du BTP a enregistré une baisse de presque 200 emplois par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2024.**

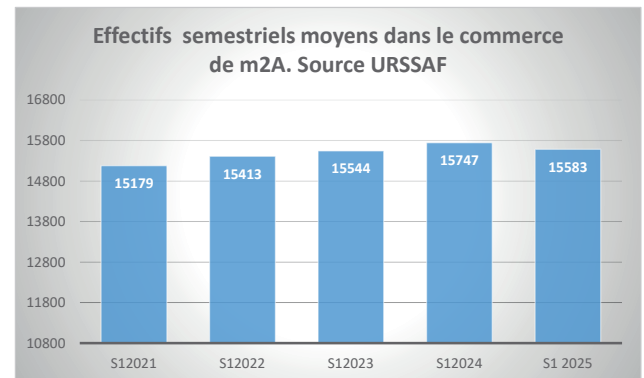


A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025, en France, la croissance du niveau d'emploi dans la construction est pratiquement nulle ; tandis que dans l'agglomération de Mulhouse le secteur de **la construction connaît une baisse de ses effectifs autour de - 5 % depuis le T1 2021.**

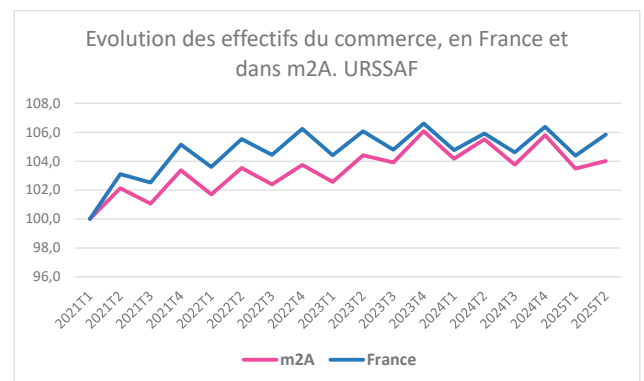
## Les emplois du commerce

**Le niveau d'emploi dans le commerce diminue au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025 pour la première fois depuis 2021.** La perte est toutefois limitée à 160 postes par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2024.

Par rapport à 2021, le solde reste positif avec à peu près 400 emplois de plus.



**A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2025, le commerce emploie 15 620 salariés.**



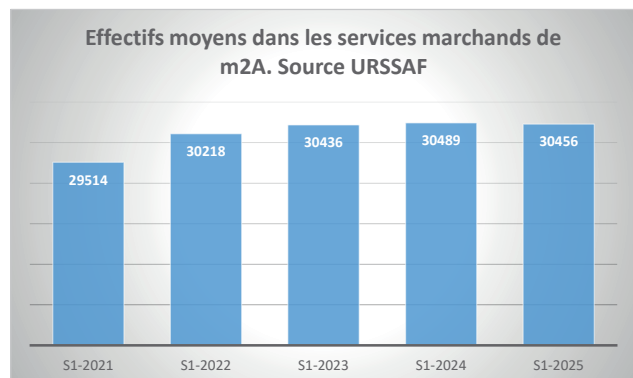
Depuis 2021, la France et m2A continuent de voir leur niveau d'emploi augmenter dans le secteur du commerce. Jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, la dynamique de création d'emploi mulhousienne était nettement inférieure à celle de la France : en moyenne, une différence de -1,7 points de pourcentage. Puis, du 4<sup>ème</sup> trimestre 2023 jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, l'écart s'est réduit à -0,6 points de pourcentage en moyenne.

Cependant, au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025, l'écart entre l'agglomération de Mulhouse et la France repart à la hausse : -1,8 points de pourcentage.

A noter la forte saisonnalité des effectifs du commerce

## Les emplois de services marchands

Le niveau d'emploi dans les services marchands est à peu près stable depuis 2023. L'emploi semestriel moyen tourne autour de 30 500 postes.



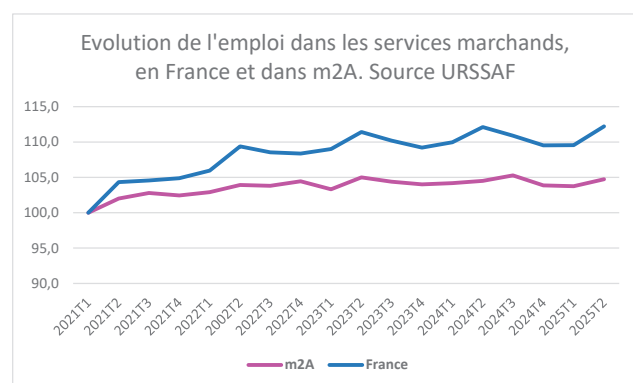
Les dynamiques diffèrent d'une activité à une autre.

Pour **le transport et l'entreposage et l'hébergement et la restauration la tendance est à la hausse**. Ces deux activités ont créé à peu près 370 postes au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Tandis que **les autres activités scientifiques et techniques, les activités financières et d'assurance ainsi que les activités immobilières ont une légère tendance à la baisse** de leurs effectifs, qui reste limitée à une cinquantaine de postes au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

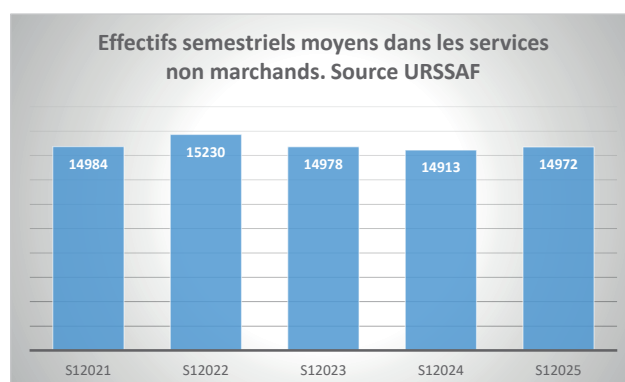
**Au final, l'ensemble des activités de services marchands a créé 250 postes au 1<sup>er</sup> semestre 2025**. Par rapport au début de l'année 2021, ce sont près de 1 380 postes qui ont été créés dans ces activités.

La dynamique locale (+ 4,7 % par rapport à 2021) reste néanmoins faible comparée à la dynamique nationale où l'emploi croît de 12,2 % sur la période.



## Les emplois des services collectifs

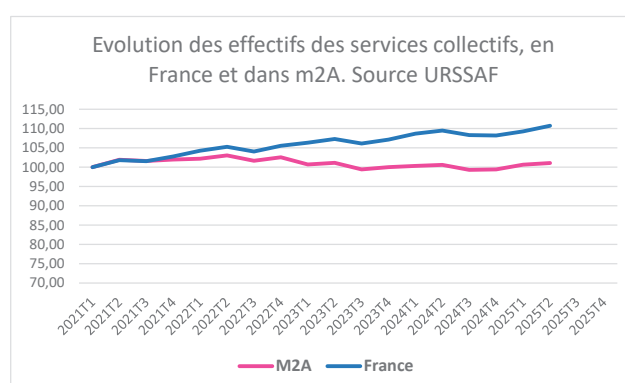
Dans m2A, **les effectifs moyens dans les services collectifs sont quasi-stables sur toute la période étudiée, i.e. autour de 14 900 postes**.



**Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025, les effectifs des services collectifs ont cru de presque 250 postes** grâce à une bonne dynamique dans les activités récréatives et sanitaires et sociales.

Sur la période 2021/2025, la croissance des effectifs dans l'agglomération mulhousienne est très faible : +1% (soit +160 postes) alors qu'elle atteint 10,7% en France.

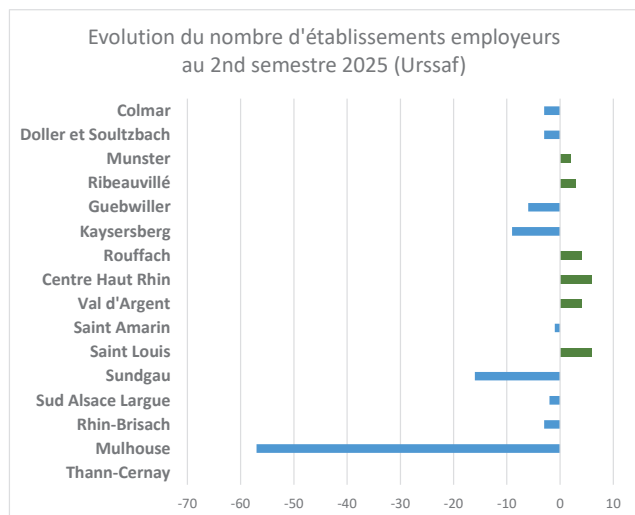
La faible croissance locale est essentiellement portée par les activités artistiques et récréatives (+250 postes depuis 2021) alors que les effectifs des activités sanitaires et sociales reculent de près de 100 postes. Les autres activités (administration, éducation, santé) ont des effectifs à peu près stables.



# L'ÉVOLUTION DES ÉTABLISSEMENTS PAR SECTEUR

## Dans les EPCI du Haut-Rhin

19 561 établissements employeurs en fin juin 2025



Dans l'ensemble des EPCI du Haut-Rhin, le nombre d'établissements évolue en dents de scie.

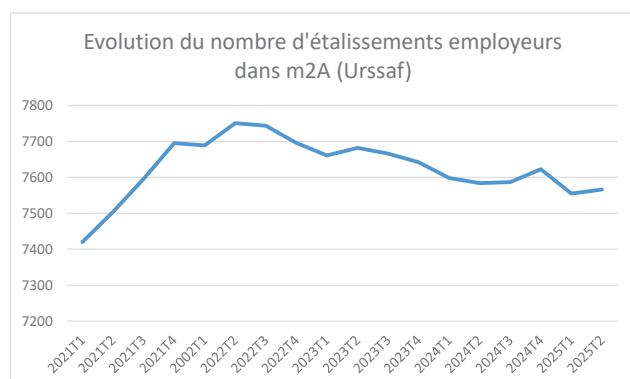
Gain de 47 établissements au 2<sup>nd</sup> semestre 2023, perte de 182 établissements au 1<sup>er</sup> semestre 2024 suivie d'un gain de 71 établissements au 2<sup>nd</sup> semestre, puis à nouveau perte de 75 établissements.

Le tout avec des évolutions différentes selon les EPCI.

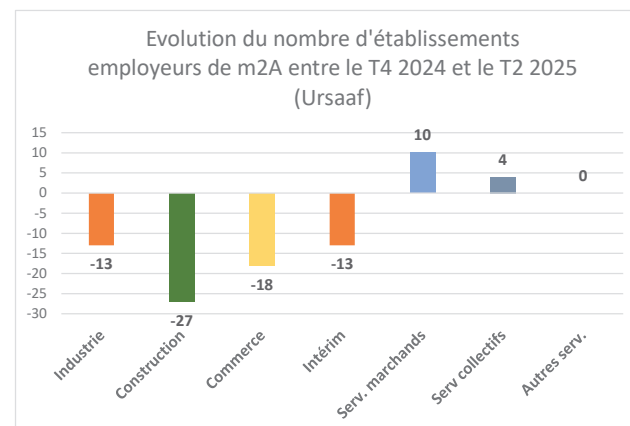
La majeure partie des pertes d'établissements concerne l'agglomération mulhousienne. Dans les autres intercommunalités, le nombre d'établissements est à peu près stable (-18 établissements, essentiellement dans la CC du Sundgau, au 1<sup>er</sup> semestre 2025)

## Dans l'agglomération mulhousienne

L'agglomération mulhousienne compte 7 566 établissements employeurs à la fin juin 2025.



Depuis 2021, le nombre d'établissements employeurs a augmenté d'environ +2 %. Mais la croissance des effectifs d'établissements s'est concentrée sur l'année 2021 et le premier semestre 2022. Depuis lors, le nombre d'établissements employeurs au sein de l'Agglomération mulhousienne diminue continuellement.



L'évolution du nombre d'établissements employeurs de l'agglomération de Mulhouse est très variable selon les secteurs.

■ L'industrie, après avoir gagné 20 établissements entre le début 2021 et le 1<sup>er</sup> semestre 2023, a depuis reperdu 36 établissements.

■ La construction, qui avait passé sans encombre la crise sanitaire et même gagné 74 établissements entre 2021 et 2022, voit depuis son nombre d'établissements se réduire avec une perte d'une centaine d'établissements depuis la fin 2022.

■ Le commerce a connu son apogée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 avec la création de 83 établissements depuis 2021, mais le nombre de commerces est en légère baisse depuis 2023 ; une quarantaine d'établissements commerciaux ont disparu.

■ Les services marchands ont un profil particulier fait d'une croissance du nombre d'établissements en 2021 puis, à partir de 2022 succède une baisse des établissements, dont le nombre repart à la hausse en 2023 et 2024.

■ Quant aux services collectifs, leur nombre d'établissements varie très peu, ce qui s'explique par la nature de ces activités, moins soumises aux variations du marché.

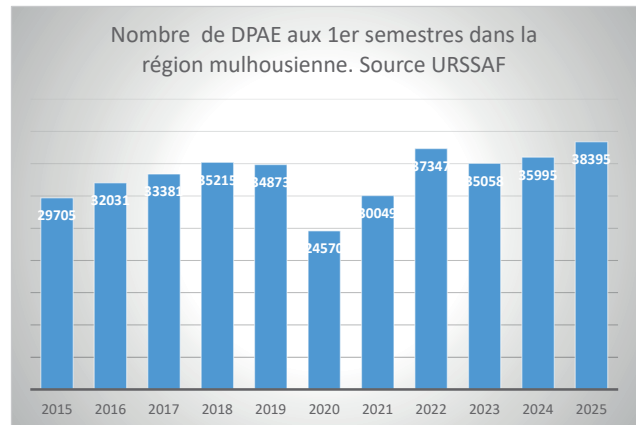
Comparativement au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, l'agglomération mulhousienne a vu croître de 146 le nombre de commerces employeurs, malgré une perte de 57 établissements au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

# LES DPAE DANS L'AGGLOMÉRATION MULHOUSIENNE

Avec 38 395 Déclarations Préalables A l'Embauche, (DPAE) **le marché du travail est apparemment dynamique.**

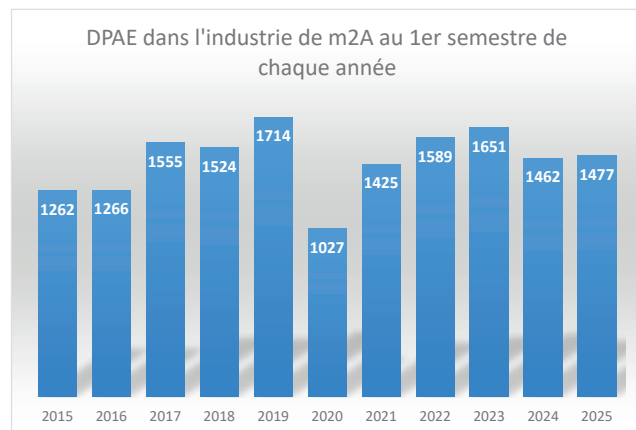
Les embauches au 1<sup>er</sup> semestre 2025 atteignent un niveau jamais atteint à un 1<sup>er</sup> semestre depuis le début de la série, en 2015.

Néanmoins, il faut relativiser cette dynamique : elle est portée par **un fort accroissement des Contrats à Durée Déterminés Courts (CDDC).**



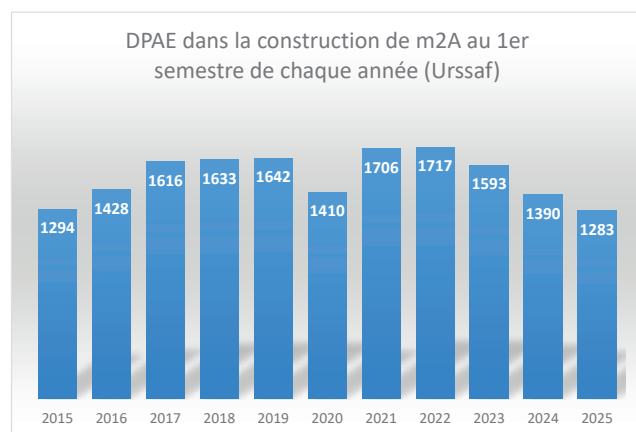
**Dans l'industrie,** le niveau d'embauche au 1<sup>er</sup> semestre est traditionnellement plus faible qu'au 2<sup>nd</sup> semestre de l'année précédente. Mais il est au même niveau qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2024 avec 1 477 DPAE.

Parmi ceux-ci, la part des CDI est toujours prépondérante avec 51,5% des embauches. La part des CDDC reste stable (19% des déclarations).



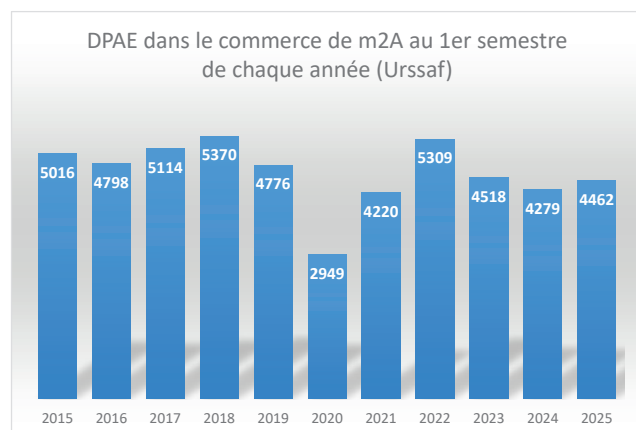
**Dans le secteur de la construction,** le nombre de DPAE enregistrées ne cesse de baisser depuis 2022. On en est à 1 283 contrats, un nombre plus faible qu'en pleine crise sanitaire, où l'emploi dans le secteur avait très bien résisté.

Cependant, les embauches continuent de se faire à 51% en CDI



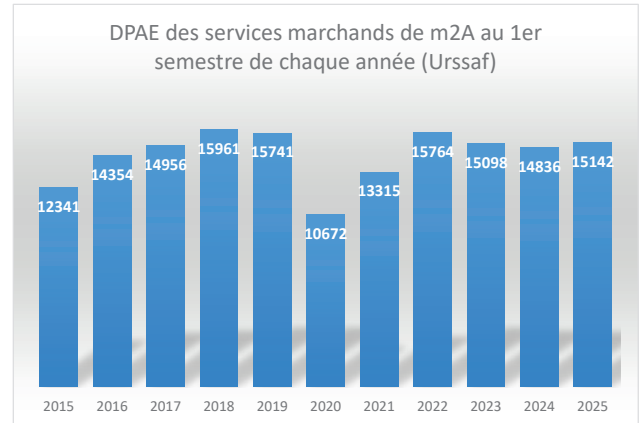
**Dans le commerce,** 4 462 DPAE ont été enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre 2025 ce qui est à peu près au même niveau qu'aux 1<sup>er</sup> semestres 2024 et 2023.

Mais il faut noter que la part des CDD courts remonte à plus de 40% des déclarations alors que cette part tendait à se réduire ces dernières années.



**Dans les services marchands**, 15 142 déclarations ont été enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Ce qui se situe plus ou moins au même niveau qu'aux 1<sup>er</sup> semestres 2023/2024.

La part des CDD courts est à peu près stable à 59% des DPAE.

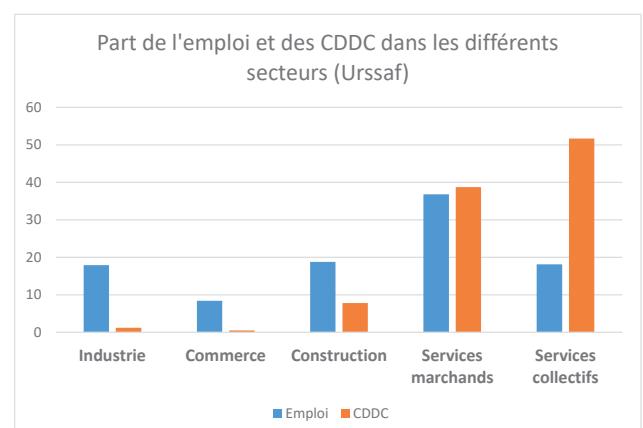
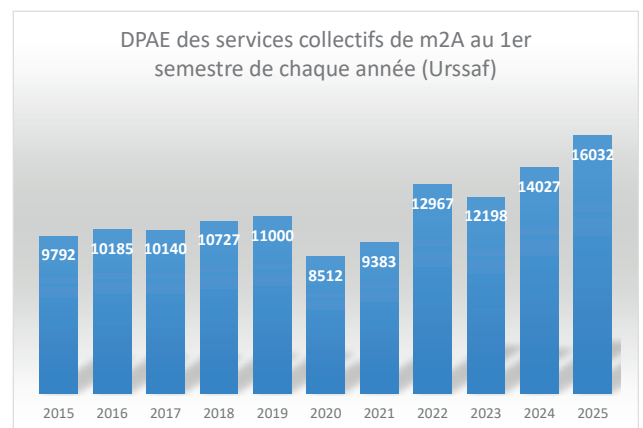


**Dans les services collectifs** (ou dits non marchands) le nombre de DPAE s'envole avec 16 032 déclarations au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Soit 1 000 de plus qu'au 2<sup>nd</sup> semestre 2024 et 2 000 de plus qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2024.

La part des CDI est extraordinairement basse : 11% ; la croissance du nombre de déclarations est portée par le développement des CDD courts qui représentent 74% des embauches du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

**Il y a un problème évident dans les services de santé, de l'action sociale et médico-sociale ou encore dans les activités récréatives** : ces activités ne représentent que 18% de l'emploi dans l'agglomération mulhousienne, mais 52% des Contrats courts.

**Avec des emplois aussi précaires, il est impossible pour ces métiers d'être attractifs**

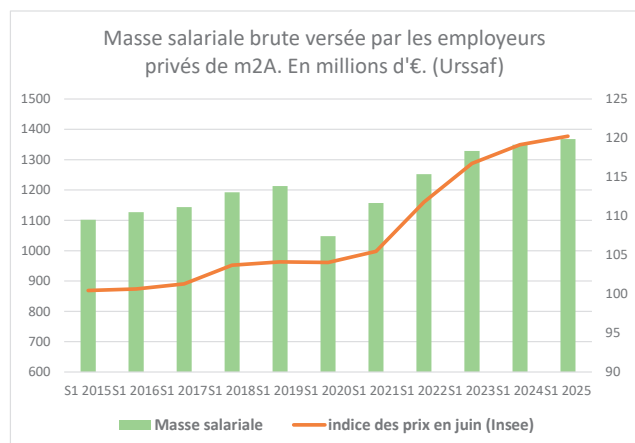




# L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

## Dans l'agglomération mulhousienne

La masse salariale brute versée au 1<sup>er</sup> semestre 2025 s'élève à 1,345 M€. Par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2024, la croissance de la masse salariale n'est que de 1,35%. Comme partout en France, **la hausse des salaires ralentit**, tout comme l'inflation.

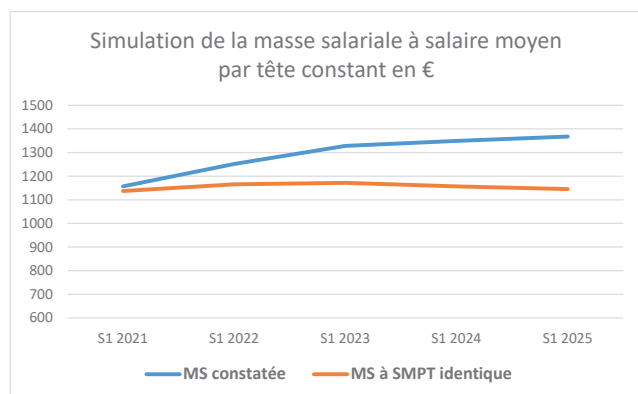


La période 2020/2023 a été marquée par une très forte hausse de la masse salariale versée, sous le coup à la fois de la reprise des activités et donc d'une croissance des effectifs employés et des augmentations salariales octroyées pour faire face à l'inflation.

Depuis, les effectifs sont au mieux stagnants et comme l'inflation baisse, la masse salariale ne croît plus que faiblement.

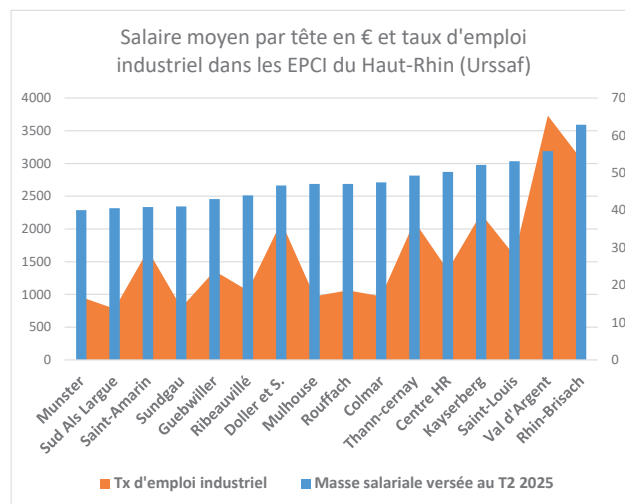
Pour prendre la mesure des hausses passées, il est possible de simuler une situation où la masse salariale n'aurait varié qu'en fonction des effectifs occupés. A salaire constant donc.

Dans cette simulation le surcoût en travail des entreprises de l'agglomération mulhousienne au 1<sup>er</sup> semestre 2025 atteint les 220 M€.



## Dans les EPCI du Haut-Rhin

Dans les intercommunalités du Haut-Rhin, on constate toujours **une forte dispersion des salaires moyens par tête**.



Au 1<sup>er</sup> semestre 2025, dans les EPCI du Haut-Rhin, un écart moyen de 1 305€ est observé entre l'EPCI qui a le salaire moyen par tête le plus important (Rhin-Brisach) et celui qui a le plus faible (Munster).

Cela s'explique en grande partie par la nature des activités dans ces régions : **les emplois industriels sont nettement plus rémunérateurs** que les emplois de services. Il y a une corrélation statistique assez nette entre le taux d'emploi industriel et le salaire moyen par tête.

Par exemple, dans les CC Rhin-Brisach et Val d'argent qui ont les plus forts SMPT, le taux d'emploi industriel atteint 53,7% et 65,3%.

Mais on note trois exceptions majeures:

- La CA de Colmar a relativement peu d'emplois industriels (17%) mais un SMPT assez élevé, car la ville est préfecture avec donc des emplois tertiaires supérieurs

- Dans les CC de Saint-Amarin et de la vallée de la Doller, le taux d'emploi industriel est également élevé (29,3 % et 36,9%) mais le SMPT y est assez faible.

Peut-être y a-t-il dans ces territoires une pression à la limitation des salaires -un pouvoir de marché des entreprises- liée au relativement faible volume d'emplois disponibles localement. A moins que ce ne soit des activités à faible valeur ajoutée donc potentiellement fragiles.





## PUBLICATIONS EN LIEN

A lire sur [www.afut.org](http://www.afut.org)

Bilan de l'année 2017, un peu d'optimisme, juin 2018

Bon bilan pour l'année 2018, mai 2019

Bilan de l'année 2019, mai 2020

Bilan d'une année 2020 hors norme, avril 2021

Bilan de l'année 2021 : un COVID long?, mai 2022

Bilan de l'année 2022 : une reprise molle, avril 2023

Bilan de l'année 2023: des évolutions contrastées, mai 2024

Bilan de l'année 2024 : une année sans relief, mai 2025

**Afut**   
agence de fabrique  
urbaine et territoriale  
**SUD-ALSACE**

### CONTACT

**Afut Sud-Alsace**  
33 avenue de Colmar  
68200 MULHOUSE  
[www.afut-sudalsace.org](http://www.afut-sudalsace.org)

**Direction de la publication**  
Viviane BEGOC, directrice de l'Agence

**Rédaction**  
Manon Vincentelli  
[manon.vincentelli@afut-sudalsace.org](mailto:manon.vincentelli@afut-sudalsace.org)

Didier Taverne  
[didier.taverne@afut-sudalsace.org](mailto:didier.taverne@afut-sudalsace.org)

Novembre 2025

Toute reproduction autorisée avec mention précise  
de la source et référence exacte.